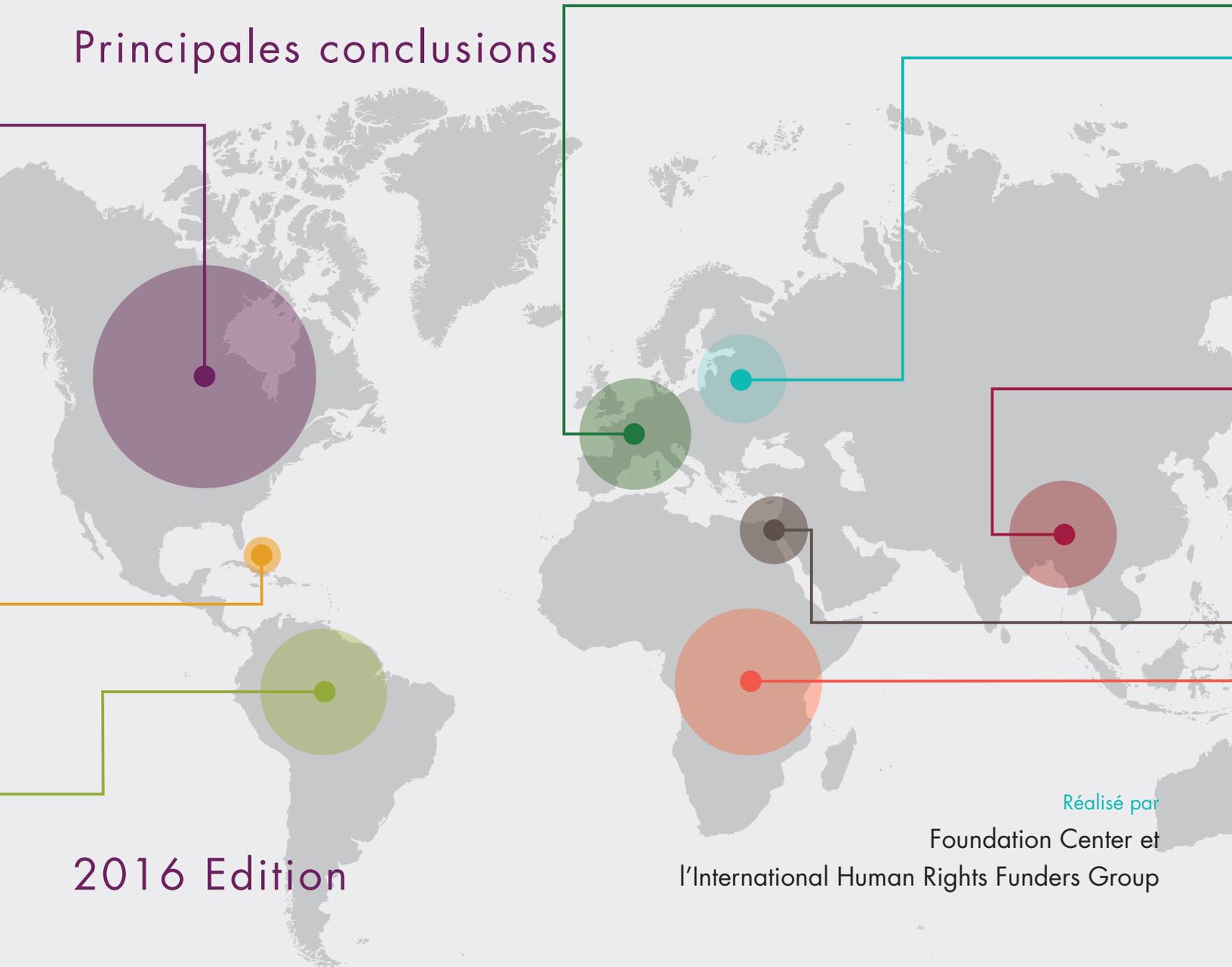


PROMOTION DES DROITS HUMAINS

Mise à jour des subventions des Fondations au niveau mondial.

Principales conclusions



2016 Edition

Réalisé par
Foundation Center et
l'International Human Rights Funders Group

Auteurs

Anna Koob

Directrice de recherche, Foundation Center

Sarah Tansey

Gestionnaire de Programmes,
Politiques et Recherche de l'International Human Rights Funders Group

Christen Dobson

Directrice de Programmes,
Politiques et Recherche de l'International Human Rights Funders Group

Remerciements

Les auteurs ont tenu à remercier Jo Andrews, ancienne Directrice de Ariadne- European Funders for Social Change and Human Rights ainsi que Mona Chun, Directrice Générale de l'International Human Rights Funders Group pour avoir joué un rôle vital pour défendre l'initiative de la Promotion des Droits Humains et pour fournir des informations d'une valeur inestimable depuis que ce projet a vu le jour. Nous remercions Lucía Carrasco Scherer Directrice des Programmes à Prospera International Network of Women's Funds de son partenariat, de sa traduction des mots clés, et de son engagement afin d'assurer que le rôle crucial des fondations pour les femmes en ce qui concerne le soutien des droits humains soit entièrement représenté. Nous tenons également à remercier Lori Stanciu, responsable événementiel et des Communications à Ariadne, pour s'être sans cesse assurée que les subventions des donateurs Européens soient représentées avec exactitude dans ce projet. Enfin, nous remercions les membres du comité consultatif des subventions qui fournissent un guide continu et critique de cette initiative.

AU SUJET DE L'INITIATIVE PROMOTION DES DROITS HUMAINS : OUTILS ET CONNAISSANCES POUR LES BAILLEURS DE FONDS

L'initiative Promotion en matière de droits humains: Outils et Connaissances pour les bailleurs de fonds est un effort qui s'est mené au cours de plusieurs années dans le but de suivre de près l'évolution du financement global des droits humains, de créer un ensemble de renseignements interactifs et d'outils de recherche pour pouvoir venir en aide aux bailleurs de fonds en matière de droits humains ainsi que pour améliorer le rendement des défenseurs et enfin, de soutenir les droits humains dans tous les domaines possibles.

Depuis 2013, le International Human Rights Funders Group, le Foundation Center, Ariadne, et Prospera International Network of Women's Funds ont publié trois analyses annuelles concernant la situation des subventions des droits humains ainsi que d'un site internet interactif au travers duquel les bailleurs de fonds, les défenseurs, les chercheurs et les académiciens peuvent explorer les fluctuations des financements par thème, par région, et par population.

Suite à la demande des donateurs et des défenseurs, nous sommes ravis de présenter deux nouveaux domaines de recherche dans cette édition: des informations sur des stratégies de financement utilisées par les bailleurs de fonds des droits humains ainsi que sur l'aide bilatérale et multilatérale pour les droits humains.

De la même façon, nous continuerons à soutenir les bailleurs de fonds et les défenseurs pour qu'ils poursuivent leurs recherches dans le but de renforcer leur travail. Depuis le lancement de l'analyse en 2013, nous avons présenté les recherches à presque 2000 bailleurs de fonds et défenseurs à travers 70 présentations dans 14 pays différents. Là, nous avons parlé des manières concrètes dans lesquelles les données et les outils peuvent s'appliquer.

Les bailleurs de fonds utilisent les recherches pour:

- Fournir des informations pour leur planification stratégique
- Identifier de nouveaux partenaires pour des financements potentiels
- Mieux comprendre le panorama des financements par rapport à une région ou un thème particulier
- Aider l'influence des ressources supplémentaires pour la réduction de brèches financières

Plus récemment, les bailleurs de fonds avaient employé ces données pour coordonner les réactions dans le but d'améliorer la collaboration des donateurs, suite au tremblement de terre de 2015 au Népal. L'objectif étant d'optimiser la collaboration entre les défenseurs des droits des femmes et l'Etat ainsi que de défendre le financement accru du gouvernement en matière de droits humains

La recherche a également contribué à faire des analyses approfondies des financements destinés à des secteurs en particulier, telles que les secteurs anti esclavages et la lutte contre la traite des personnes, l'organisation des droits des femmes indigènes, les droits des personnes trans*et des intersexués, les droits des travailleuses de sexe, et à combattre la haine en Europe, l'activisme des jeunes féministes et la philanthropie locale en Turquie.

Le fait d'octroyer des informations de la part des bailleurs de fonds situés en dehors de l'Amérique du Nord, demeure toutefois l'une des principales priorités de cette initiative. Depuis que cette recherche a vu le jour, la quantité de bailleurs de fonds situés en dehors de l'Amérique du Nord et fournissant des données est passée de 49 en 2010 à 109 en 2013.

Nous nous sommes engagés à nous assurer que les bailleurs de fonds et les défenseurs aient accès non seulement aux informations concernant les flux des financements mais aussi aux principaux acteurs situés au sein de la philanthropie en matière des droits humains sans pour autant mettre en danger la sécurité des activistes et des organisations. Dans notre répertoire de subventions, les bénéficiaires des subventions sensibles sont répertoriés en tant qu' «anonyme», avec un minimum de renseignements relatifs à leurs localisations. Tous les exemples de subventions fournis dans ce document et dans le site internet au sujet de l'évolution des droits humains ont été homologués par les bailleurs de fonds.

Pour avoir des plus amples informations sur cette initiative, visitez: humanrightsfunding.org.

Droits d'auteur 2016 Foundation Center. Ce travail est disponible dans les termes de la Licence International de la Creative Commons Attribution- NonComercial 4.0. creativecommons.org/licenses/by/4.0/

ISBN 978-59542-516-4

Créé par Elefant Designs et Christine Innamorato, Foundation Center

L'état du financement des Fondations en matière de Droits Humains en 2013

En 2013, les défis concernant les droits humains—tout comme la philanthropie en matière des droits humains—se sont renforcés. Les gouvernements du monde entier ont réprimé le droit aux manifestations pacifiques, le droit à la liberté d'association et de la société civile dans son ensemble, souvent au nom des intérêts ayant un lien avec l'anti-terrorisme et au nom de protection nationale. Cependant, il y a eu de l'opposition de la part des régimes démocratiques et autoritaires avec des exemples allant de la législation sur le blanchiment d'argent au Mexique à la loi de l'Ouganda contre l'homosexualité. Cette opposition était le plus souvent associée aux restrictions ayant un lien avec les financements provenant de l'étranger. Financement sur lequel dépendent plusieurs organisations de défense des droits humains.

Les réponses aux problèmes les plus importants à l'échelle mondiale, tels que la crise humanitaire en Syrie et ceux liés au changement climatique, étaient le plus souvent vus comme insuffisantes comparées à la dimension crédits problèmes. Cependant les défenseurs se sont mobilisés pour que des mesures soient prises sur les droits et la justice. Militants ont employé des événements sportifs mondiaux pour attirer l'attention sur la violation des droits concernant les détournements des ressources pour la Coupe du Monde au Brésil à la répression des droits de la communauté LGBT en Russie qui a précédé les Jeux Olympiques. Les défenseurs des droits humains ont applaudi la condamnation de l'ancien Président du Guatemala Ríos Montt- première fois qu'un ancien chef d'Etat était jugé pour génocide dans un tribunal national. Enfin, au fur et à mesure que le programme de développement de l'après 2015 prenait de la vitesse, les bailleurs de fonds des droits humains et les défenseurs ont fait appel à d'autres institutions multilatérales pour que la société civile et les communautés marginalisées soient prises en compte dans ce processus.

En 2013, les fondations ont attribué 2.3 milliards de dollars en faveur des droits humains.¹ L'initiative Promotion des Droits Humains détermine le financement des Droits Humains en tant que financement à la recherche d'un changement structurel souvent disposé à venir en aide aux populations les plus marginalisées de manière à faire progresser les droits proclamés dans la Déclaration Universelle des Droits Humains (DUDH) et les traités de droits subséquents. Conformément à cette définition, tous les financements (ou octrois) étaient inclus dans cette recherche, y compris ceux attribués par les bailleurs de fonds qui ne se considéraient pas bailleurs de fonds en matière de Droits Humains en tant que tels mais qui apportent leur aide dans le «changement social» ou «justice sociale» à des causes plus spécifiques.

Les 803 fondations incluses dans cette dernière édition de l'initiative Promotion des Droits Humains : Mise à jour des Subventions de Fondations au niveau Mondial ont effectué 20,300 subventions pour soutenir les droits humains. Sont incluses les fondations Open Society Foundations, Ford Foundation, et la Nationale Postcode Loterij, les mieux classées chacune d'elles rapportant plus de 250 millions de dollars pour les droits humains en 2013 aux fondations attribuant une ou deux subventions pour les droits humains.

Ce troisième rapport annuel examine le financement des droits humains de 2013 selon les bailleurs de fonds, la région, le thème en question, la population et—pour la première fois l'approche. Cette année, afin d'assurer un tableau plus complet de ce qui a été attribué aux droits humains, la mise à jour comprend également les données des aides bilatérales et multilatérales de 2013.

L'initiative Promotion des Droits Humains : Mise à jour des Subventions de Fondations au niveau Mondial met également en relief les principaux changements dans les dons des Fondations entre 2012 et 2013. Afin de comparer dans le temps les changements par rapport aux dons en matière des droits humains, et de contrôler les variations dans le groupe des bailleurs de fonds par rapport à un premier groupe, le rapport a restreint ce rapprochement à un ensemble de 649 bailleurs de fonds dont les subventions étaient incluses dans l'étude de recherche des années 2012 et 2013. Parmi ce sous-ensemble² adapté, le total de dollars octroyés a augmenté de 23 % tandis que le nombre de subventions attribuées a augmenté de six percent.

Les changements d'une année à l'autre dans les niveaux des subventions peuvent être influencés par les actions d'une ou plusieurs subventions, l'autorisation de subventions pluriannuelles en une année seulement³, quelques subventions très larges parmi l'ensemble des subventions, spécialement dans les secteurs d'intérêt qui comptent pour une proportion relativement faible de la totalité des actions des dollars octroyés et des subventions, ou une fondation soumettant des informations plus détaillées et compréhensives des subventions. Par conséquent, les lecteurs devraient faire preuve de prudence au moment de tirer des conclusions à long terme sur les variations d'un financement à partir des transformations qui ont eu lieu au cours d'une seule année.

QUI RÉALISE DES SUBVENTIONS EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS?

L'analyse suivante réunit les renseignements recueillis de l'International Human Rights Funders Group, Ariadne et Prospera International Network of Women's Funds avec ceux recueillis par le Foundation Center d'un groupe formé par les plus grandes fondations américaines privées et communautaires.

- La philanthropie des droits humains est un phénomène mondial: les 803 bailleurs de fonds qui font partie de cette analyse regroupent 46 pays et sept des plus grandes régions du monde.
- Les Open Society Foundations est classée comme étant le bailleur de fonds ayant versé la somme d'argent la plus importante dans les subventions des droits humains en 2013 (tout comme en 2011 et 2012) sur la base de la quantité en dollars (soit 304 millions de dollars) et le nombre de subventions pour les droits humains (soit 2262 subventions),⁴ suivie de la Fondation Ford (avec 271 millions de dollars) et la Nationale Postcode Loterij (avec 270 millions de dollars).

«UN EXAMEN PLUS APPROFONDI» DES BAILLEURS DE FONDS EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS

L'ensemble de données pour cette analyse rassemble non seulement les subventions des 243 membres de l'IHRFG, Ariadne, et Prospera, situés aux quatre coins du monde, mais aussi les données des 560 bailleurs de fonds collectées par le Foundation Center, lesquels sont, pour la plupart d'entre eux situés aux États-Unis. Il est fort probable que ces bailleurs de fonds « non-membres » ne se considèrent pas « des bailleurs de fonds de droits humains bien qu'ils aient effectué au moins une subvention qui entre dans le cadre de la définition employée dans cette analyse. L'information ci-dessous fournit une approche plus détaillée des priorités de subventionnement des membres de l'IHRFG, Ariadne, et de Prospera. La majorité d'entre eux s'identifient comme des bailleurs de fonds des droits humains et ont fourni 75 % de la totalité des dollars collectés (soit les trois quarts) et 81 % des subventions inscrites dans la totalité des bases de données. Cette section met également en relief le subventionnement d'un nombre croissant des bailleurs de fonds en matière de droits humains situés dans les pays du Sud et de l'Est.⁶

OÙ SE TROUVENT LES MEMBRES DE L'IHRFG, ARIADNE ET PROSPERA?

- Tandis que la plupart des fondations non-membre réalisant au moins une subvention en matière de droits humains se concentrent en Amérique du Nord, pour ce qui est uniquement des membres du réseau, la distribution géographique diffère de manière significative: 56% des fondations se situent aux États-Unis, 26% en Europe de l'Ouest, et 18% restant dans les pays du Sud et de l'Est.

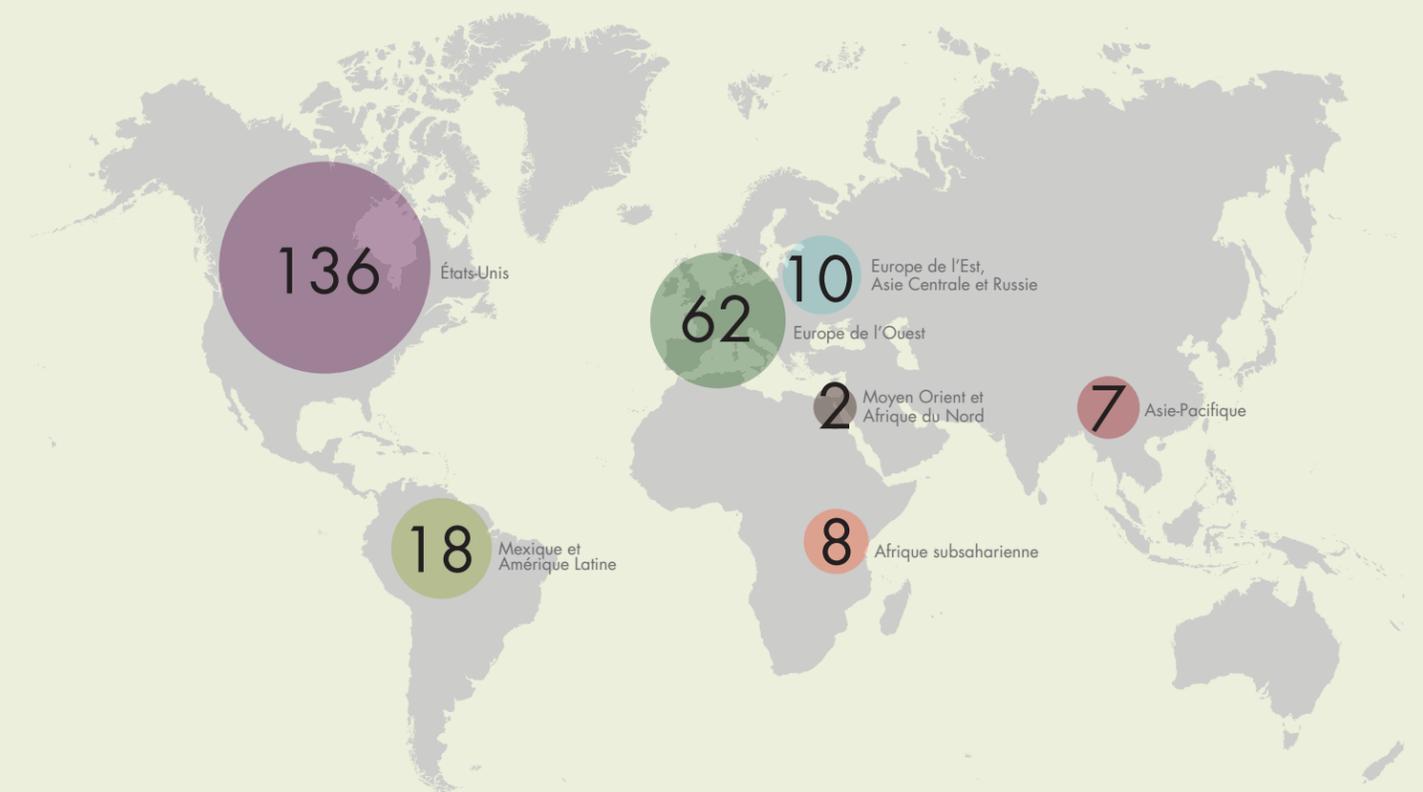
QUE SOUTIENNENT LES MEMBRES DU RÉSEAU?

- Les principales thématiques en matière de droits humains que l'IHRFG, ARIADNE, et Prospera financent incluent le droit à l'égalité et contre la discrimination, suivis des droits humains en général incluant des droits à la santé et au bien-être. Parmi les fondations non membres, les droits sexuels et reproductifs ont reçu le plus de donations grâce, en grande partie, au financement de la Susan Thompson Buffett Foundation. Les droits à l'égalité ont attiré la deuxième quantité de financement plus importante, avec les droits à la santé et bien-être en troisième catégorie.

OÙ VONT LES SUBVENTIONS DES MEMBRES DU RÉSEAU ?

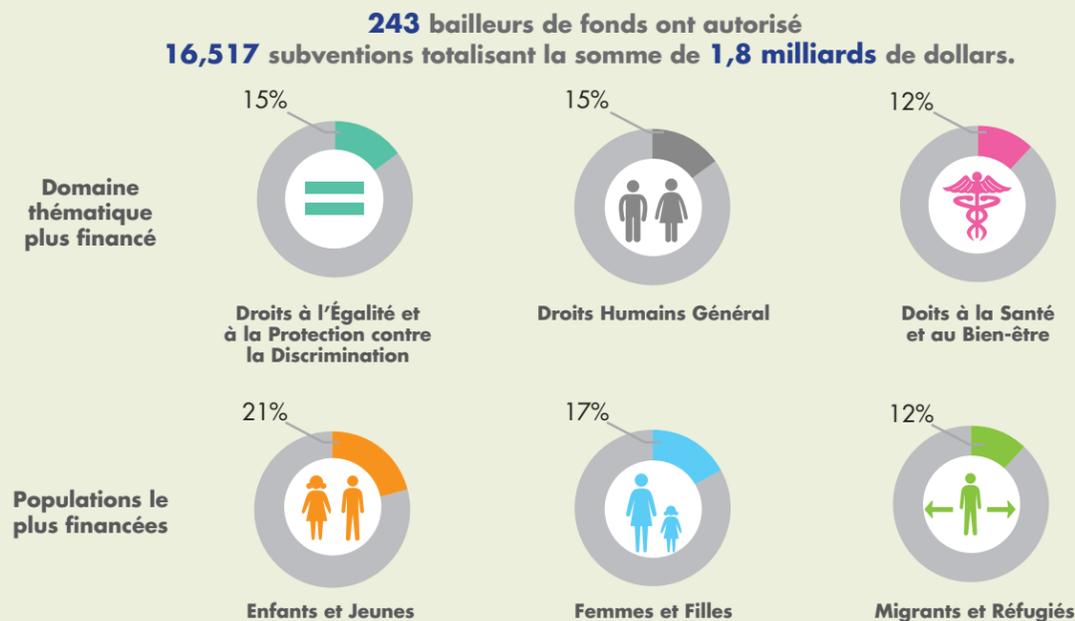
- Parmi les membres de l'IHRFG, Ariadne et Prospera, la région qui bénéficie de la plupart subventions des droits humains est représentée par les États-Unis, suivi des subventions qui ont pour but d'appuyer la défense des droits humains au niveau mondial ainsi qu'en Afrique subsaharienne.
- Comparés avec les fondations non membres, les membres du réseau attribuent un pourcentage plus important de leurs subventions en dollars à toutes les régions se situant en dehors des États-Unis. Trente-deux pour cent (32%) des subventions des membres du réseau ont été destinés au travail aux États-Unis tandis que les non membres ont versé soixante-neuf pour cent (69%) de leur subvention en dehors de cette région. En 2013, Les pays membres ont octroyé 15% de leur financement en Afrique subsaharienne et 8% dans la région Asie-Pacifique tandis que les non membres ont destiné 6% et 3% respectivement pour ces régions.

Quantité des bailleurs de fonds des droits humains par région: membres de l'IHRFG, d'Ariadne, et de Prospera en 2013



Source: Foundation Center, 2016. Ces chiffres sont basées sur les subventions attribuées par les 243 fondations membres affiliés à l'IHRFG, à Ariadne, ou à Prospera. Il y a également 560 fondations non membres (558 installées aux États-Unis et 2 installées en Europe de l'Est) qui sont incluses dans toutes les données de base mentionnés dans cette analyse.

Les subventions en matière des droits humains : membres de IHRFG, Ariadne et Prospera, 2013



Source: Foundation Center, 2016.

BAILLEURS DE FONDS DES DROITS HUMAINS INSTALLÉS DANS LES PAYS DU SUD ET DE L'EST

L'aide apportée aux droits humains provient d'une collectivité diversifiée de bailleurs de fonds installés dans les quatre coins du monde ainsi que d'un nombre croissant de fondations situées dans les pays du Sud et de l'Est. La plupart des bailleurs de fonds sont sur le point de changer les cultures locales des dons charitables pour faire avancer le droit pour tous pour le long terme.

- Parmi les 243 membres de l'IHRFG, Ariadne et Prospera, il y en a 45 qui sont installés dans les pays du Sud et de l'Est, ce qui représente 2% de la totalité des dollars octroyés par les membres et 11% du nombre total de subventions.
- En somme, les bailleurs de fonds installés dans les pays du Sud et de l'Est ont apporté 31,4 millions de dollars aux droits humains avec 1,871 subventions pour 1,560 organisations et défenseurs des droits humains.
- Parmi les bailleurs de fonds situés dans les pays du Sud et de l'Est la thématique avec le plus de subventions était les droits à l'égalité et à la protection contre la discrimination avec 24%, suivi du droit aux ressources et à l'environnement avec 20% et les droits économiques et du travail avec 11%. En comparaison dans l'ensemble des bailleurs de fonds dans l'échantillon, le droit aux ressources et à l'environnement était la 8^e thématique ayant reçue le plus de subventions, tandis que les droits économique et du travail était le 9^eme des 13 catégories.

Principales Fondations par montant en dollars en matière de Droits Humains 2013

Nom de la Fondation	Localisation	Quantité
1 Open Society Foundations*	ÉTATS-UNIS	303.8 MILLION MIO \$
2 Ford Foundation*	ÉTATS-UNIS	270.9 MIO \$
3 Nationale Postcode Loterij*	PAYS BAS	269.6 MIO \$
4 Susan Thompson Buffett Foundation	ÉTATS-UNIS	120.9 MIO \$
5 Atlantic Philanthropies*	ÉTATS-UNIS	115.1 MIO \$
6 Oak Foundation*	SUISSE	72.7 MIO \$
7 National Endowment for Democracy*	ÉTATS-UNIS	64.8 MIO \$
8 Hivos*	PAYS BAS	50.0 MIO \$
9 Comic Relief UK*	ROYAUME UNI	49.6 MIO \$
10 Vanguard Charitable Endowment Program*	ÉTATS-UNIS	49.4 MIO \$
11 Bill & Melinda Gates Foundation	ÉTATS-UNIS	39.4 MIO \$
12 W.K. Kellogg Foundation*	ÉTATS-UNIS	39.0 MIO \$
13 American Jewish World Service*	ÉTATS-UNIS	37.1 MIO \$
14 John D. et Catherine T Foundation *	ÉTATS-UNIS	28.3 MIO \$
15 EEA Norway Grants*	BÉLGIQUE	26.6 MIO \$
16 Sigrid Rausing Trust*	ROYAUME UNI	26.5 MIO \$
17 California Endowment	ÉTATS-UNIS	26.1 MIO \$
18 Open Doors International	ÉTATS-UNIS	22,1 MIO \$
19 William and Flora Hewlett Foundation	ÉTATS-UNIS	20,8 MIO \$
20 Public Welfare Foundation*	ÉTATS-UNIS	18,5 MIO \$

Principales fondations par nombre des subventions des Droits Humains 2013

Nom de la Fondation	Localisation	Nombre des Subventions
1 Open Society Foundations*	USA	2.262
2 Ford Foundation*	ÉTATS-UNIS	824
3 National Endowment for Democracy*	ÉTATS-UNIS	795
4 American Jewish World Service*	ÉTATS-UNIS	715
5 Global Greengrants Fund*	ÉTATS-UNIS	631
6 Global Fund for Women*	ÉTATS-UNIS	529
7 EEA and Norway Grants*	BÉLGIQUE	438
8 Hivos*	PAYS BAS	418
9 Funds for Global Human Rights*	ÉTATS-UNIS	297
10 Tides Foundation*	ÉTATS-UNIS	286
11 New Israel Fund*	ÉTATS-UNIS	271
12 NEO Philanthropy*	ÉTATS-UNIS	262
13 Fundación ONCE*	ESPAGNE	235
14 Sigrid Rousing Trust	ROYAUME UNI	209
15 Fondo Centroamericano de Mujeres*	NICARAGUA	204
16 Abilis Foundation *	FINLANDE	192
17 Oak Foundation *	SUISSE	191
18 Foundation for Civil Society*	TANZANIE	189
19 Mensen met een Missie*	PAYS BAS	186
20 Fondation AVINA*	PANAMA	165

Source: Foundation Center, 2016. Les chiffres ci-dessus sont basés sur les subventions octroyées par 803 fondations situées dans 46 pays. Les quantités présentées ci-contre représentent la valeur totale des subventionnements des bailleurs de fonds pour les droits humains ainsi que les subventions attribuées à d'autres fondations comprises. Afin de répondre aux possibles double-comptage dans les chiffres, les bénéficiaires qui sont également bailleurs de fonds ont été retirés du compte pour parvenir à la somme de 2,3 milliards de dollars pour toutes les subventions des droits humains en 2013 qui apparaît dans d'autres sections de cette analyse.

*Désigne les fondations affiliées à l'IHRFG, Ariadne, ou Prospera en 2013.

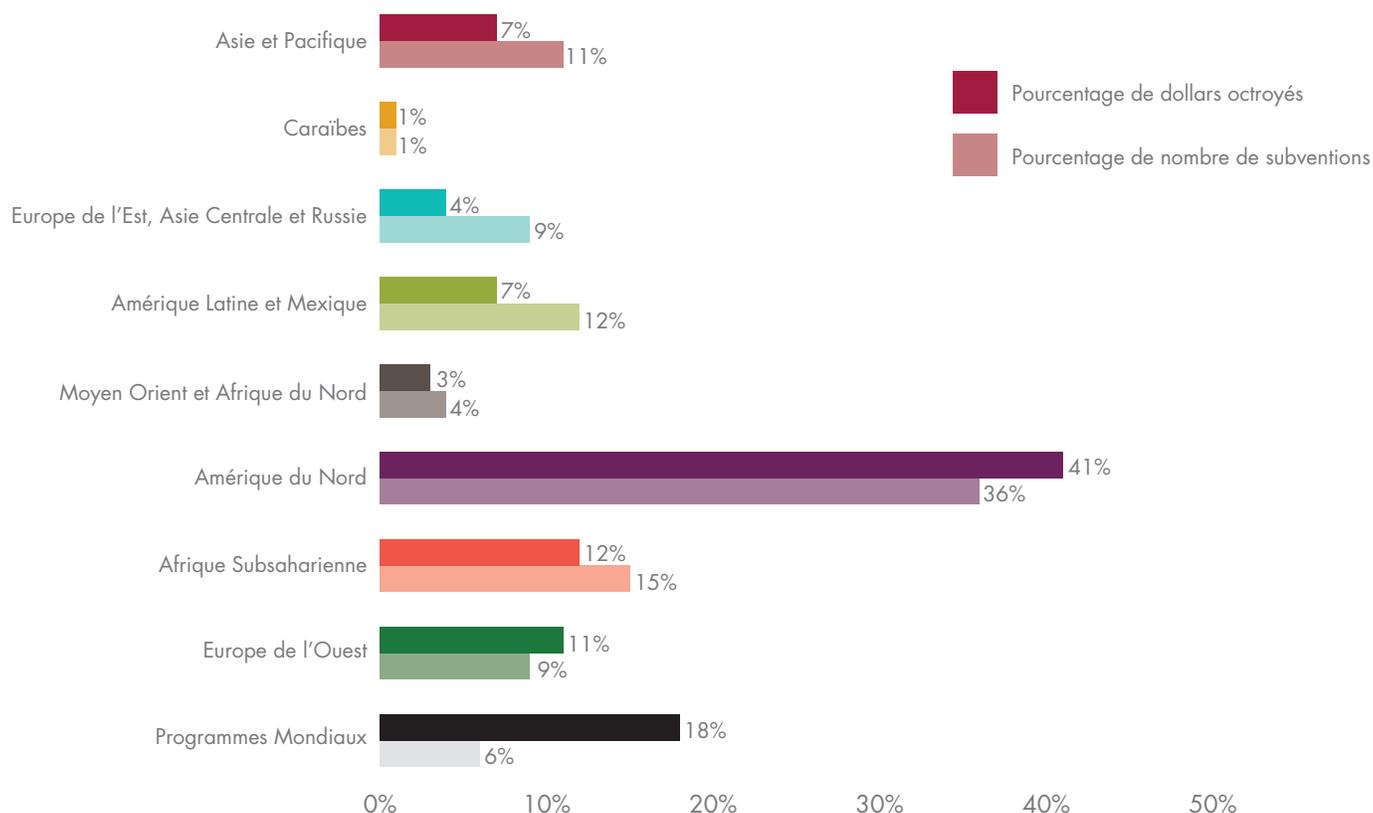
- Les 20 plus grands bailleurs de fonds selon la quantité en dollars des subventions représentent 1,7 milliards de dollars ou 65% des subventions totales tandis que les 20 principaux bailleurs de fonds classés ainsi par nombre de subventions attribuées ont fourni près de la moitié de la totalité des subventions destinées aux droits humains en 2013. Dix de ces 20 bailleurs de fonds les plus importants se trouvent en dehors des États-Unis.
- Selon l'ensemble de données globale, l'Amérique du Nord représenté le nombre le plus élevé de bailleurs de fonds en matière des droits humains ce qui équivalait à 86% des bailleurs de fonds ayant octroyé au moins une subvention aux droits humains.⁵ Ceci, est lié en grande partie à l'accessibilité relative à l'ensemble de données des subventions des fondations des États-Unis.
- Cependant le nombre des bailleurs de fonds pour les droits humains installés en dehors des États-Unis compris dans cette analyse a plus que doublé depuis le début de notre analyse ; cette quantité serait passée de 49 fondations en 2010 à 109 fondations en 2013. Dans l'ensemble, ces 109 fondations représentent plus du quart des subventions attribuées aux droits humains.
- 20% des fournisseurs de subventions inclus dans cette recherche ont fait une subvention sous la définition des droits humains utilisée ; pour la plupart d'entre eux, des bailleurs de fonds étaient installés aux États-Unis.

OÙ ABOUTISSENT LES SUBVENTIONS EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS?

Les organisations et les défenseurs de toutes les grandes régions du monde sont les bénéficiaires des subventions des droits humains. L'analyse ci-dessous aborde tout l'ensemble de données et examine la répartition des subventions des droits humains par concentration géographique (outre le bénéficiaire soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la région-voir page 10).

- Approximativement 41% des subventions des droits humains de 2013 (soit 961 millions de dollars) ont mis l'accent sur des actions concernant les droits humains, en passant par l'avancement des droits des migrants à la suppression des disparités dans l'accès aux soins de santé. Voir page 3 pour avoir une idée plus claire des quelques éléments importants quant à la raison pour laquelle les États-Unis ont comptabilisé une si grande partie du financement des droits humains.
- L'Afrique subsaharienne est la deuxième région ayant reçu le plus d'assistance avec 12% du financement total (soit 289 millions de dollars). Cela représente l'appui pour la transparence électorale et l'imputation de fonds dans la gouvernance locale afin d'optimiser les conditions de vie des habitants des bidonvilles et de rechercher toutes les stratégies possibles pour remédier la violence à l'encontre des femmes.

Financement des fondations en matière de Droits Humains par région, 2013



Source: Foundation Center, 2016. Les chiffres ci-dessus sont basés sur les subventions octroyées par 803 fondations situées dans 46 pays. Les chiffres représentent uniquement les subventions attribuées pour venir en aide à certaines régions. Les Subventions peuvent bénéficier différentes régions et de ce fait seront prises en compte à plusieurs reprises. Par conséquent, les chiffres ne totalisent pas cent pour cent (100%).

SUBVENTIONS EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS

803 FONDATIONS DANS 46 PAYS ONT DONNÉ PLUS DE **20,300** SUBVENTIONS CE QUI REPRÉSENTE UN TOTAL DE **2.3 MILLIARDS DE DOLLARS**

AMÉRIQUE DU NORD

961 MIO \$

DONS DANS LA RÉGION

PRIORITÉS PRINCIPALES

124,3 MIO \$
Droits à l'égalité et protection contre la discrimination

111,1 MIO \$
Droits à la santé et au bien-être

10,7 MIO \$
Droits sexuels et reproductifs

CARAÏBES

\$15 MIO \$

\$2,3 MIO \$
Accès à la Justice / Égalité devant la loi

\$1,6 MIO \$
Droits à l'égalité et à la protection contre la discrimination

\$1,6 MIO \$
Droits sociaux et culturels

AMÉRIQUE LATINE ET MEXIQUE

\$163 MIO \$

\$24,5 MIO \$
Droits environnementaux et aux ressources naturelles

\$24,4 MIO \$
Droits sexuels et reproductifs

\$16,9 MIO \$
Droits à l'égalité et à la protection contre la discrimination

EUROPE DE L'OUEST

\$258 MIO \$

\$70,4 MIO \$
Droits à l'égalité et à la protection contre la discrimination

\$54,8 MIO \$
Droits Humains en général

\$29 MIO \$
Droits à la santé et au bien-être

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

\$289 MIO \$

\$48,8 MIO \$
Droits à la santé et au bien-être

\$44,9 MIO \$
Droits à l'égalité et à la protection contre la discrimination

\$44,4 MIO \$
Protection contre la violence

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

\$73 MIO \$

\$13,2 MIO \$
Droits Humains en général

\$11,6 MIO \$
Droits sociaux et culturels

\$9,4 MIO \$
Droits à l'égalité et à la protection contre la discrimination

EUROPE DE L'EST, ASIE CENTRALE ET RUSSIE

\$90 MIO \$

\$15,7 MIO \$
Droits à l'égalité et à la protection contre la discrimination

\$14,4 MIO \$
Protection contre la violence

\$14 MIO \$
Droits à la santé et au bien-être

REGION ASIE ET PACIFIQUE

\$159 MIO \$

\$24 MIO \$
Droits à l'égalité et à la protection contre la discrimination

\$19,1 MIO \$
Droits à la santé et au bien-être

\$18,9 MIO \$
Protection contre la violence

PROGRAMMES MONDIAUX

\$414 MIO \$

NOTE: En 2013, les subventions des droits humains octroyées par les fondations prises en compte dans cette étude sont venues en aide à 12,262 organisations situées dans les quatre coins du monde. Les chiffres correspondant à chacune des régions représentent les subventionnements des droits humains pour des activités réalisées dans chacune d'entre elles quels que soient leurs emplacements. Ces chiffres ne prennent pas en compte les dons attribués à des organisations situées dans une région en particulier pour des activités orientées dans d'autres régions.

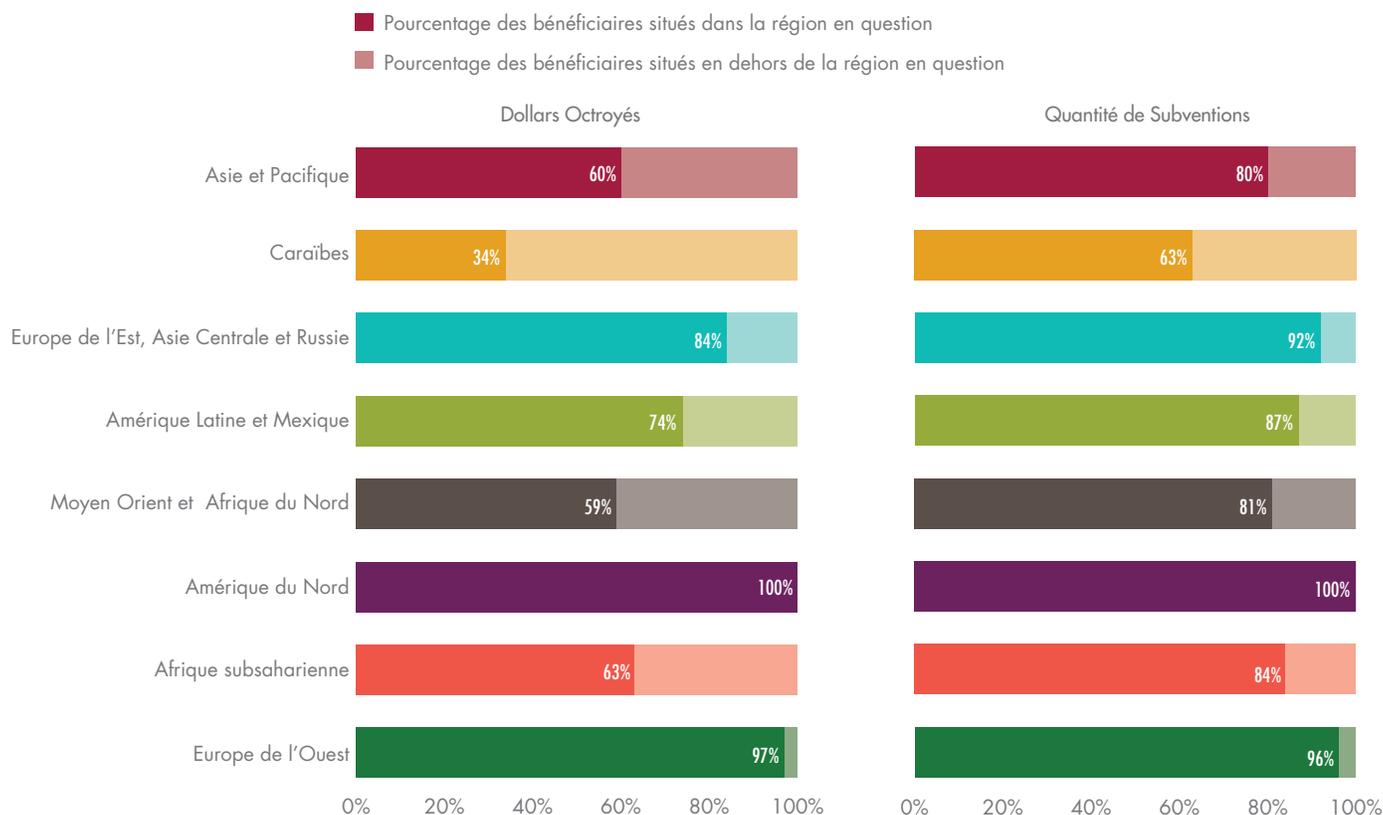
Les subventions des droits humains sont généralement destinées à un pays ou une région en particulier. Néanmoins, étant donné que les subventions particulièrement centrées dans plusieurs régions ne précisent pas les parts correspondant à chacune d'entre elles, le montant total de ces subventions est inclus dans les sommes de chacune des régions. La section « Programmes Mondiaux » comprend des subventions visant à soutenir les droits humains du monde entier. De plus, les subventions des droits humains totalisant 96 millions de dollars destinés « aux pays en développement » n'apparaissent pas dans ce graphique.

Les 2,3 milliards de dollars de subventions en droits humains de 2013 exclut tout double comptage des subventions dirigées dans plus d'une région.

Pour plus de renseignements concernant la totalité des bailleurs de fonds inclus dans cette recherche, se référer à la page web: humanrightsfunding.org/about/#funders.

Ces découvertes se sont développées dans le cadre de l'Initiative Promotion des Droits Humains: Outils des Connaissances pour des Bailleurs de Fonds de l'International Human Rights Funders Group et le Foundation Center, avec le soutien de la Ford Foundation, Oak Foundation, Open Society Foundations et John D. and Catherine T. MacArthur Foundation.

Approche régionale du financement en matière de Droits Humains, 2013



Source: Foundation Center, 2016. Les chiffres sont basés dans les subventions attribuées par 803 fondations situées dans 46 pays.

- Vient ensuite le tour de l'Europe de l'Ouest 11% soutenant les problèmes tels que la lutte contre la haine et favorisant la tolérance, la promotion des droits de l'enfant tout comme l'amélioration de l'accès aux services de santé mentale.
- La région Asie et Pacifique prend la quatrième place avec 7% et un soutien notable pour l'indépendance économique des femmes, assurant le respect pour les droits sur les ressources naturelles et la réforme au droit national pour y intégrer les droits humains.
- Conformément au sous-ensemble des bailleurs de fonds qu'il y a eu entre 2012 et 2013, sept des huit régions les plus importantes ont affiché une croissance dans les sommes de dollars reçues. L'Europe de l'Ouest a présenté la croissance la plus importante des dollars octroyés (plus de 62%) ainsi que dans la quantité de subventions (plus de 29%). Un investissement qui explique en partie cette hausse est celui de l'Atlantic Philanthropies. Ce dernier a beaucoup investi dans plusieurs organismes pour qu'ils prennent des mesures dans la lutte contre la pauvreté des enfants (y compris dans une subvention de 19 millions de dollars pour Probal, en Irlande). D'autres régions ayant connu une hausse importante dans leurs subventions comprennent le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (avec plus de 38%), l'Amérique du Nord (26%), et la région Asie et Pacifique (20%).
- La seule région ayant présenté un déclin dans son financement entre 2012 et 2013 est celle des Caraïbes. Cette dernière a reçu moins de 1% du total des subventions pour les droits humains. Le financement des fondations destiné aux Caraïbes a baissé de 13% en ce qui concerne les dollars octroyés et de 6% en ce qui concerne la quantité de subventions octroyées. Cette baisse est subvenue après une montée dans le financement pour les Caraïbes en 2012, lorsque quelques bailleurs de fonds ont autorisé d'importantes subventions pluriannuelles pour la région.⁸
- Les financements en matière de droits humains localisés dans une région ou pays en particulier peuvent être destinés à des organisations bénéficiaires situées dans cette même région ou ailleurs. Par exemple, la Humanity United située aux États-Unis a attribué une subvention à l'International Refugee Rights Initiative dans le sud du Soudan. De la même façon, cette Fondation a attribué une subvention au West Africa Civil Society Institute (située à Ghana) pour renforcer les capacités de la société civile tout autour de la responsabilité de protéger. Ces subventions sont codées comme un soutien pour l'Afrique subsaharienne.
- Parmi les subventions qui soutiennent les droits humains des pays du Sud et de l'Est, 65 % des dollars octroyés (soit 529 millions de dollars) ont été destinés à des organisations situées dans ces dits pays.⁹ De ces soixante-cinq pour cent, 48 subventions ont été autorisées pour un montant d'un million de dollars ou plus (comparés avec les 64 subventions attribuées aux bénéficiaires situés dans les pays du Nord en faveur des pays du Sud et de l'Est). Les subventions de plusieurs millions de dollars attribués aux bénéficiaires des pays du Sud et de l'Est comprennent le soutien pour les droits sexuels et reproductifs de l'Amérique du Sud, les droits des femmes en Afrique de l'Ouest, ainsi que les droits de l'enfance en Asie du Sud.

QU'APPUIENT LES SUBVENTIONS EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS?

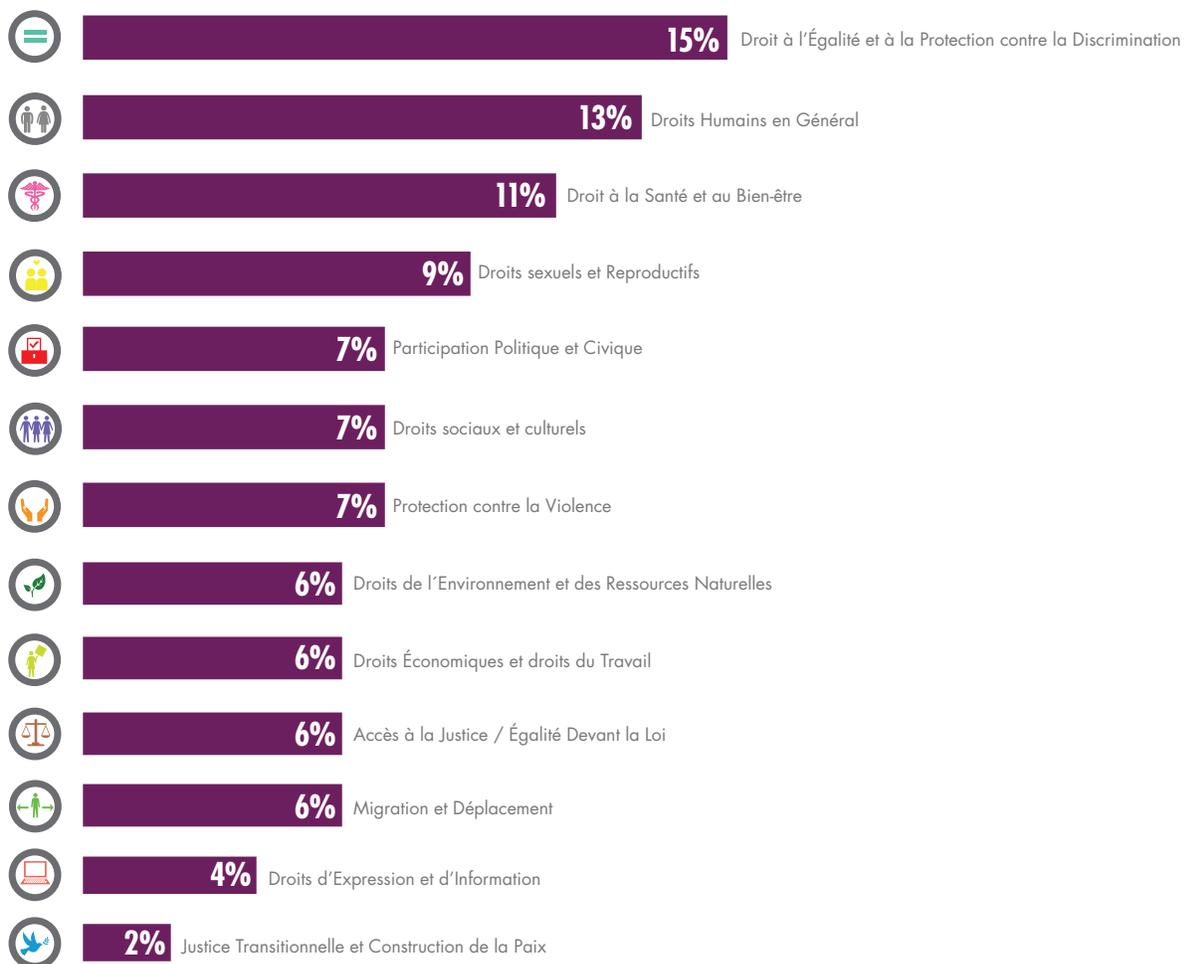
Le financement en matière des droits humains adopté pour cette étude inclut 30 domaines thématiques combinés pour former 13 grandes catégories.¹⁰ Dans le présent rapport les subventions ne sont attribuées qu'à une seule catégorie. Dans les cas où les subventions ont bénéficié plusieurs catégories à la fois, les chercheurs se sont inspirés des données disponibles pour déterminer la catégorie la plus pertinente.

- En 2013, le financement attribué aux droits à la Liberté et Protection contre la Discrimination a été celui avec la part la plus importante de subventions pour les droits humains en dollars (soit 15%). Cette catégorie comprend les subventions destinées à des groupes en particulier dans lesquels d'autres questions n'étaient pas cités. Par exemple, Foundation for a Just Society a octroyé une subvention pour une période de trois ans au South Asia Women's Fund pour soutenir le droit au travail pour les femmes au Népal.
- La deuxième catégorie avec la part la plus importante de subventions pour les droits humains en dollars était celle des

Droits Humains en Général (soit 13%). Cette catégorie comprend le financement qui soutient les organisations travaillant dans plusieurs domaines des droits humains (comme la subvention de soutien général reçu par Lawyers for Human Rights, une organisation située en Afrique du sud) ainsi que les subventions que les fondations ont laissé intentionnellement imprécises ou vagues dans le but protéger la sécurité de leurs bénéficiaires.

- Entre 2012 et 2013, le sous-ensemble cohérent de bailleurs de fonds¹¹ ont présenté une croissance dans la plupart des catégories, en premier lieu par l'intermédiaire de la migration et le déplacement, dont l'augmentation de 80% est due, en grande partie, à une subvention de plusieurs millions de dollars provenant d'un groupe de bailleurs de fonds pour l'Alliance of Citizenship, une coalition fondée en 2013 dans le but de soutenir une action pour une réforme en matière de immigration juste et humaine aux États-Unis. D'autres domaines thématiques ayant bénéficié d'une subvention en dollars pour les droits humains bien supérieure à la croissance moyenne¹² en 2013 comprenaient les droits à la Santé et au Bien-être (avec plus de 44%), les droits Sexuels et Reproductifs (avec plus de 38%) ainsi que les droits à l'Environnement et aux Ressources Naturelles (avec plus de 34%).

Financement des Fondations en matière de Droits Humains par domaine thématique, 2013



Source: Foundation Center, 2016. Les chiffres sont basés dans les subventions attribuées par 803 fondations situées dans 46 pays. Etant donné que les valeurs ont été arrondies, les totaux pourraient ne pas atteindre cent pour cent (100%).

À QUI SONT DIRIGÉES LES SUBVENTIONS EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS?

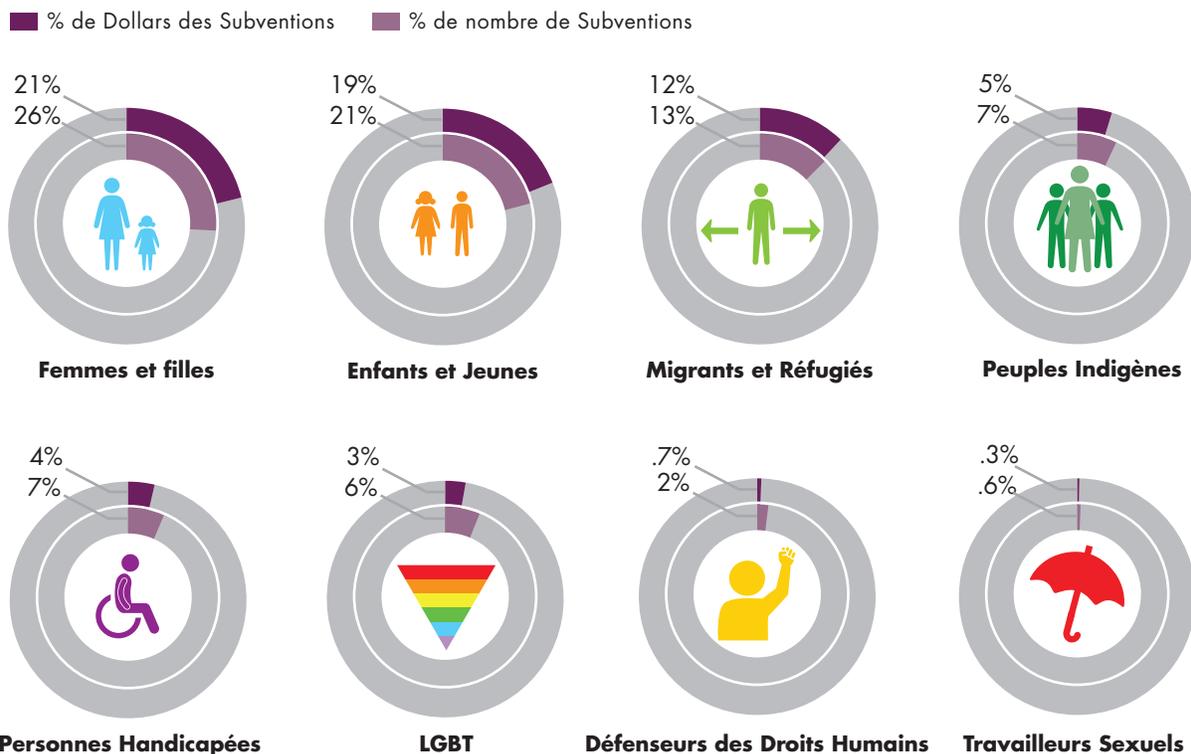
La plupart des droits humains ayant un lien avec le financement comprennent un objectif spécifique dans des groupes de personnes spécifiques. Dans l'analyse suivante de la population envers qui sont dirigées les subventions en droits humains, la valeur totale d'une subvention inclut tous les groupes de populations identifiés par le bailleur de fonds comme un point de focalisation spécifique de la subvention. Par exemple, la quantité totale de la subvention des droits humains qui soutient les jeunes filles, est prise en compte aussi bien dans la catégorie des « enfants et jeunes » que dans celle des « femmes et filles ».

- Soixante-dix-neuf pour cent (79%) des subventions des droits humains de 2013, comprennent un objectif spécifique dans des groupes de personnes spécifiques ou bien soutiennent des organisations dont les missions se focalisent dans des populations (ou groupes de personnes) spécifiques.
- En 2013, vingt et un pour cent (21%) des dollars et 26% des subventions se sont centrés dans les femmes et les jeunes filles. L'objectif de ces dons allait du soutien pour les défenseurs des

droits humains à assurer le droit des jeunes filles à l'éducation jusqu'à l'éradication de la violence raciale.

- Le financement des droits humains dirigé aux enfants et adolescents a atteint 19% de la subvention en dollars de 2013. Ce soutien comprend les thèmes tels que le droit à l'éducation y compris pour les enfants handicapés et le droit de liberté d'expression pour les enfants.
- Les immigrés et les réfugiés ont représenté le 12% des dollars octroyés. Cela va des salaires équitables à l'instance des besoins urgents de la part des réfugiés en Jordanie.
- Les priorités du financement en fonction des objectifs ont varié selon la région. Tandis que dans la plupart des régions les catégories avec les proportions de pourcentage les plus importantes étaient celles des femmes et des filles et celles des enfants et adolescents, en Amérique Latine et au Mexique, pour donner un exemple, la catégorie avec le pourcentage le plus important était celle des personnes indigènes avec 21%. Ainsi, en Europe de l'Est et de l'Ouest le financement destiné aux personnes handicapées représentait 15% et 14% respectivement, comparés au 4 % du financement total consacré au soutien de cette même catégorie.

Financement en matière des Droits Humains de Fondations pour des groupes de populations sélectionnés, 2013



Source: Foundation Center, 2016. Les chiffres sont fondés à partir des subventions attribuées par 803 fondations situées dans 46 pays. Ces chiffres représentent uniquement les subventions qui pourraient être considérées comme ayant bénéficié des populations spécifiques aussi bien à travers la mission du destinataire que par ce que décrit la subvention. En somme, les subventions peuvent bénéficier plusieurs groupes de personnes à la fois comme par exemple une subvention attribuée pour des femmes réfugiées, et par conséquent seront comptabilisées à plusieurs reprises. De ce fait, les chiffres ne donnent pas cent pour cent (100%). Les subventions pour les défenseurs des droits humains comprennent ceux qui ont explicitement référence aux défenseurs des droits humains dans la description de la subvention, tout comme celles provenant des bailleurs de fonds qui déterminent que toutes leurs subventions soutiennent les populations en question.

Le Red Umbrella Fund, Mama Cash ainsi que la Open Society Foundation ont récemment participé dans l'analyse approfondie du financement des Droits des Travailleurs Sexuels en 2013 et ont déterminé un soutien d'un total de 11 millions de dollars. Ce soutien additionnel a été décidé à travers une collecte d'information ciblée, y compris d'Organisations Non Gouvernementales à partir desquelles nous n'avons reçu aucun renseignement à ce propos. Pour plus de renseignements, se référer au site web: www.redumbrellafund.org/report/.

QUELLES SONT LES STRATÉGIES EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS SOUTENUES PAR LES BAILLEURS DES FONDS?

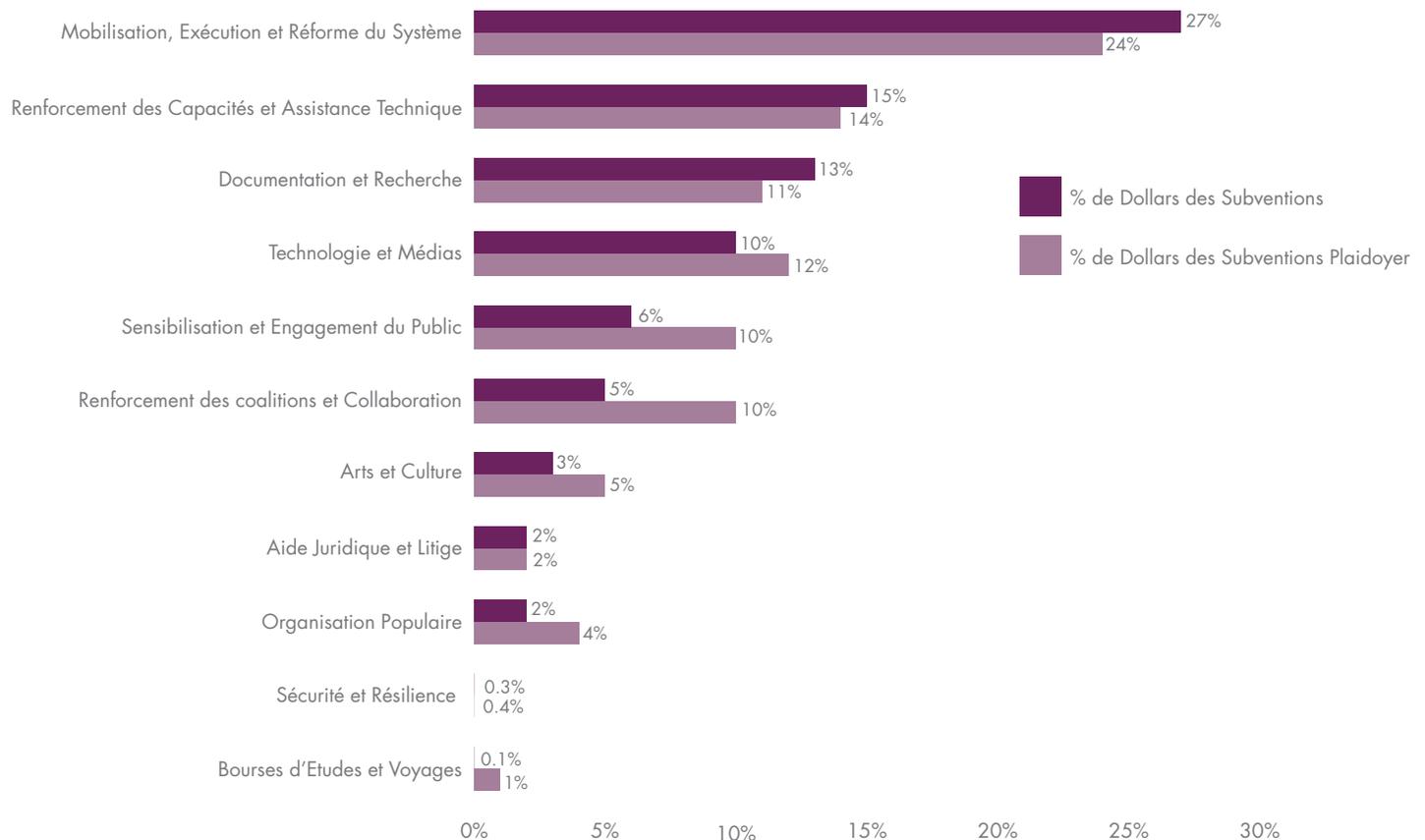
Pour la première fois cette recherche a fait un suivi sur les stratégies soutenues par le financement des droits humains. Les stratégies décrivent les démarches que les bénéficiaires emploient pour atteindre les objectifs d'un programme ou d'une subvention. Dans cette première analyse, nous avons constaté que 56% des subventions qui se trouvent dans l'ensemble de données de 2013 soutenaient une stratégie en particulier; quant aux subventions restantes, l'information n'était pas suffisamment détaillée pour en déterminer un pourcentage. En ce qui concerne les subventions qui ont subordonné plusieurs stratégies, la valeur totale de la subvention est prise en compte à travers toutes les catégories concernées.

○ Les activités ayant un lien avec la mobilisation tout comme l'exécution et la réforme du système ont bénéficié de la plus grosse part du financement en dollars, soit 27%. Quarante-trois pour cent (43%) de l'ensemble des 803 bailleurs de fonds ont octroyé tout au moins une subvention à une organisation en employant ces stratégies. Mentionnons, à titre d'exemple, le

financement attribué dans le but de renforcer les systèmes de santé des populations marginalisées au Vietnam et de restructurer les politique « d'arrestations et de fouilles corporelles » du département de police de New York.

- Le renforcement des capacités et l'assistance technique a bénéficié de la plus grosse part du financement en dollars, soit 15%, avec, par exemple, des efforts visant à accroître la solidité financière de la communauté en organisant des groupes à Haïti.
- Treize pour cent (13%) du financement des droits humains ont été employés pour la documentation et la recherche. Le financement a également inclus le soutien pour documenter l'impact de la violence de l'après-guerre au Sri Lanka et les effets de l'industrie mondiale du film sur la perception des sexes.
- Les bailleurs de fonds situés dans les pays du Sud et de l'Est ont consacré la plus grande part de leur financement pour soutenir le renforcement des capacités en attribuant à cette stratégie avec 27%, contre 15% attribué dans l'ensemble. Le renforcement des coalitions et la collaboration ont également reçu plus d'attention de la part des bailleurs de fonds situés dans les pays du Sud et de l'Est avec une attribution en dollars de 16% c'est à dire que cette attribution représente plus du triple de ce qui lui a été attribué dans l'ensemble (soit 5%).

Financement des Fondations en Matière de Droits Humains par Stratégie, 2013



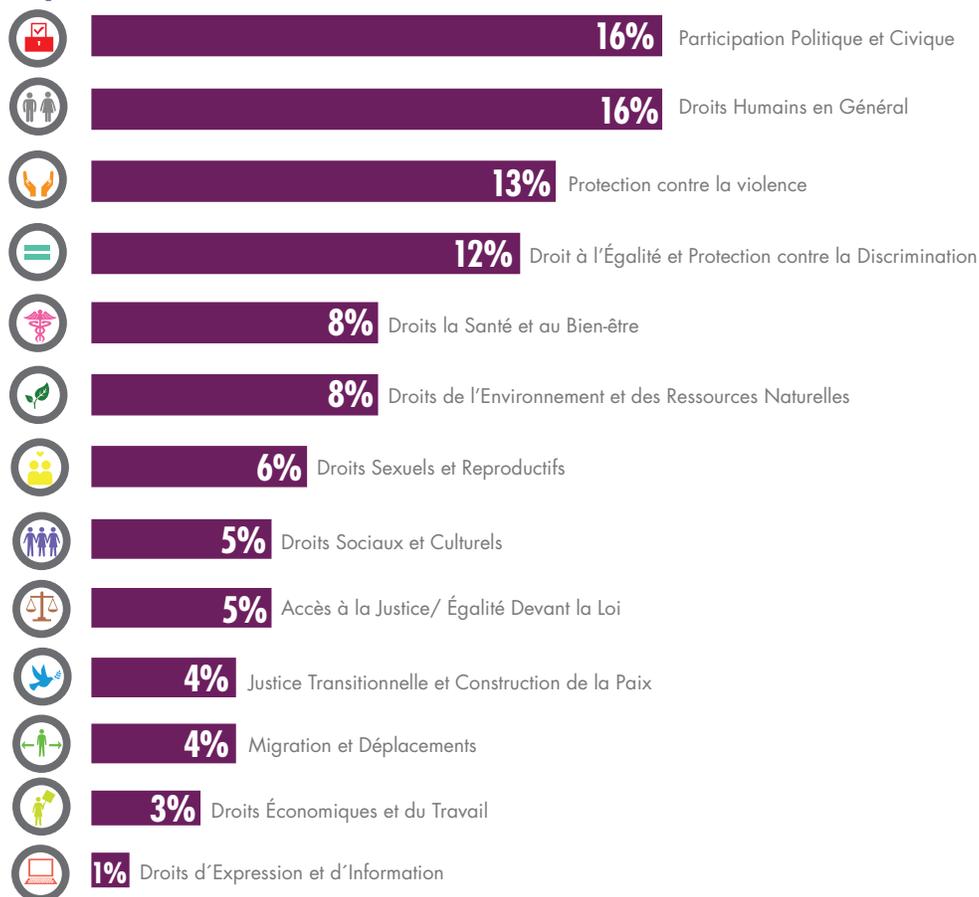
Source: Foundation Center, 2016. Les chiffres sont fondés à partir des subventions attribuées par 803 fondations situées dans 46 pays. Ces chiffres représentent uniquement les subventions qui pourraient être considérées comme ayant employé des stratégies spécifiques aussi bien par les missions du bénéficiaire que par ce qui est décrit dans la subvention. De plus, les subventions peuvent employer plusieurs stratégies à la fois; comme par exemple une subvention attribuée pour l'organisation populaire et campagnes de sensibilisation sur le droit des terres et qui, par conséquent, seront pris en compte plus d'une fois. En somme, les totaux pourraient ne pas atteindre cent pour cent (100%).

AIDE BILATÉRALE ET MULTILATÉRALE EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS

Dans le but de fournir une image plus complète du financement des droits humains, en 2016, l'initiative de Promotion des Droits Humains: Outils et Connaissances pour les Bailleurs de Fonds ont commencé à faire un suivi sur l'assistance bilatérale et multilatérale. Grâce au Système de Notification des Pays Créanciers SNPC (Creditor Reporting System CRS en anglais) de l'OCDE, un des ensembles de données les plus compréhensibles a disponible en cas de besoin, les chercheurs ont cartographié les données de la taxonomie de l'évolution des droits humains en employant une combinaison du système de codage de l'SNPC-OCDE une recherche par mot clé afin de catégoriser les versements des aides selon le problème en question, la région et la population.¹³

- En 2013, les chercheurs ont reconnu 13,721 versements des droits humains provenant de donateurs bilatéraux et multilatéraux sous la supervision de la SNPC-OCDE d'un montant de 3,7 milliards de dollars sur un total de 126 milliards de dollars du financement bilatéral et multilatéral.
- Alors que les États-Unis étaient en tête de liste de tous les pourvoyeurs d'aide, la Suède était le principal donateur pour les droits humains, en assurant 14% du total du financement pour les droits humains déterminé. Les États-Unis représentaient la deuxième place des donateurs pour les droits humains avec 12 %, suivis par les Institutions de l'Union Européenne et la Norvège (11% chacune).
- Vingt pour cent (20%) du financement bilatéral et multilatéral des droits humains n'était pas directement destiné à un pays ou une région en particulier. Cela comprend des versements attribuant un bénéfice global ou employé pour assurer les coûts administratifs des donateurs.
- Parmi les pays reconnus, les bénéficiaires prioritaires du financement de l'SNPC-OCDE étaient l'Afghanistan, le Rouanda, la Colombie ainsi que l'Indonésie, avec une aide de plus de 80 millions de dollars des droits humains pour chacun d'entre eux.
- En ce qui concerne les régions, l'Afrique subsaharienne a reçu le soutien le plus important; en tout, 30% du financement bilatéral et multilatéral des droits humains; la région Asie et Pacifique vient ensuite avec 20%.
- Parmi les thématiques en question, la plus grande part de l'aide était destinée à la participation politique et civique avec 16%, suivie des droits humains en général avec le même pourcentage 16%, puis de la protection contre la violence avec 13%.
- Un peu plus de la moitié de l'ensemble des versements des droits humains a été attribuée à au moins un groupe de personnes (population) en particulier, parmi lesquelles se trouvent les femmes et les filles avec 24% ainsi que les enfants et les adolescents avec 21%.

Aide Publique au Développement (APD) en matière de Droits Humains en fonction de la thématique principale, 2013



Source: Foundation Center, 2016. Les chiffres sont basés dans les subventions attribuées par 803 fondations situées dans 46 pays. Etant donné que les valeurs ont été arrondies, les totaux pourraient ne pas atteindre cent pour cent (100%).

Financement des Fondations en matière de Droits Humains par domaine thématique, 2013

	Quantité	Nombre de Subventions
Accès à la Justice / Égalité Devant la loi	\$149,2 MIO \$	1,111
Participation Civique et Politique	\$163,2 MIO \$	1,530
Droit à une Assemblée Pacifique et à une Association	\$136,7 MIO \$	1,342
Droits de vote	\$26,5 MIO \$	188
Droits économique et du travail	\$149,4 MIO \$	1,360
Droits de l'Environnement et des Ressources	\$150,9 MIO \$	2,114
Droits coopératifs / durables Droits Agriculture	\$7,7 MIO \$	122
Droits à un Environnement Sain/Participation et Détermination de la Distribution des Terres, Territoires et Ressources	\$120,0 MIO \$	1,650
Droit à la Propriété	\$6,1 MIO \$	72
Droit à l'Eau	\$17,1 MIO \$	270
Droit à l'Égalité et à la Protection contre la Discrimination	\$343,5 MIO \$	3,827
Droit d'Expression et d'information	\$103,6 MIO \$	1,030
Protection contre l'Interférence avec la Vie Privée, la Famille, le Foyer et la Correspondance	\$2,6 MIO \$	26
Liberté d'Opinion et d'Expression	\$12,7 MIO \$	124
Liberté d'Information	\$88,3 MIO \$	880
Protection contre la Violence	\$159,7 MIO \$	1,911
Protection contre la Violence Domestique	\$17,1 MIO \$	222
Protection contre la Violence basée sur le Genre/l'identité	\$22,4 MIO \$	172
Eradication de la violence raciale	\$31,0 MIO \$	299
Protection contre l'Esclavage et la traite	\$81,7 MIO \$	1,193
Protection contre la Torture et les Traitements Dégradants	\$7,5 MIO \$	25
Droits à la Santé et au Bien-être	\$264,0 MIO \$	1,954
Droit à un Logement Adéquat	\$38,4 MIO \$	215
Droit au Repos et au Loisir	\$12,7 MIO \$	200
Droit à profiter du Plus Haut niveau Possible de Santé mentale et Physique du meilleur État de Santé Physique et Mentale	\$212,9 MIO \$	1,539
Migrations et Déplacements	\$135,5 MIO \$	1,136
Droit à la Nationalité et à la Liberté de Changer de Nationalité	\$86,5 MIO \$	723
Droit d'Asile dans d'autres pays	\$49,0 MIO \$	413
Droits Sexuels et Reproductifs	\$212,2 MIO \$	926
Droit à Décider Librement et de façon Responsable du Nombre et de l'Espacement des Naissances	\$209,6 MIO \$	895
Droit à l'Expression Sexuelle	\$2,6 MIO \$	31
Droits Sociaux et Culturels	\$164,8 MIO \$	1,504
Liberté de Croyance et de Religion	\$29,1 MIO \$	128
Droit à l'Éducation	\$97,7 MIO \$	879
Droit au Mariage et a la famille	\$14,9 MIO \$	103
Droit de participer dans la vie culturelle d'une communauté / de s'engager dans les fonctions d'une communauté pour un développement libre et plein	\$23,1 MIO \$	394
Justice Transitionnelle Construction de la Paix	\$40,4 MIO \$	433
Droits Humains Général	\$309,2 MIO \$	1,465
Total	\$2,3 MILLIARDS DE DOLLARS	20,301

Source: Foundation Center, 2016 . Les chiffres sont fondés à partir des subventions attribuées par 803 fondations situées dans 46 pays.
Mio = Millions

Notes Finales

1. Ce chiffre ne prend pas en compte 481 subventions, totalisant 202 millions de dollars, attribuées à des fondations par d'autres fondations qui faisaient partie de l'ensemble de 2013. De façon générale, ces attributions ont servi à soutenir la remise de nouvelles subventions à des programmes bénéficiaires, ou bien encore pour développer les capacités des fondations bénéficiaires. Elles ont été retirées dans le but d'éviter les double-comptages des dollars octroyés.
2. Les subventions octroyées par un ensemble consistant de 649 fondations comprises dans l'ensemble de données du projet *Promotion des Droits Humains* de 2012 et de 2013 qui ont été incluses dans cette analyse. Leurs dons représentent 87% des subventions en matière de droits humains en dollars observées pour 2012 et 82% des subventions pour 2013.
3. Pour cette analyse, la valeur totale d'une subvention est attribuée à l'année dans laquelle celle-ci a été autorisée. Par conséquent, si une subvention pluriannuelle avait été octroyée en 2013 la valeur totale de cette subvention aurait été incluse dans les totaux de 2013.
4. Les données sur les dons des Open Society Foundations comprennent toutes les subventions réalisées par l'Open Society Institute et l'Open Society Foundation, basées aux États-Unis, pour promouvoir la remise de subventions d'Open Society et reportées par elles-mêmes par des Open Society Foundations spécifiques basées dans d'autres pays.
5. Les chiffres relatifs à l'Amérique du Nord incluent trois bailleurs de fonds en provenance du Canada: le International Development Research Centre, MATCH, International Women's Fund, et la Cloverleaf Foundation. Tous les bailleurs de fonds restants sont situés aux États-Unis.
6. Les pays du Sud et de l'Est comprennent tous les pays situés en dehors de l'Europe de l'Ouest, de l'Amérique du Nord, de l'Australie, de la Nouvelle Zélande et du Japon.
7. Les subventions octroyées par un ensemble consistant de 649 fondations comprises dans l'ensemble de données du projet *Promotion des Droits Humains* de 2012 et de 2013 qui ont été incluses dans cette analyse. Leurs dons représentent 87 % des subventions en matière de droits humains en dollars observées pour 2012 et 82 % des subventions pour 2013.
8. Pour cette analyse, la valeur totale d'une subvention est attribuée à l'année dans laquelle celle-ci a été autorisée. Par conséquent, si une subvention pluriannuelle avait été octroyée en 2013 la valeur totale de cette subvention aurait été incluse dans les totaux de 2013.
9. Les pays du Sud et de l'Est comprennent tous les pays situés en dehors de l'Europe de l'Ouest, de l'Amérique du Nord, de l'Australie, de la Nouvelle Zélande et du Japon.
10. Dans le rapport d'ouverture du projet *Promotion des Droits Humains* de 2013, le cadre de travail dirigé à des thèmes spécifiques a pris en compte 26 domaines thématiques, combinés pour former 10 domaines généraux d'activités. La grande majorité de ces domaines thématiques se sont révélés pertinents dans le cadre de travail élargi utilisé pour le rapport de 2014 et celui de 2015. Nous avons ajouté certains codes pour capter de façon plus exacte les subventions en matière de droits humains. Ceux-ci comprennent la division de la catégorie générale d'«Intégrité, Liberté et Sécurités Individuelles» pour former les catégories de «Droits à l'Égalité et à la Protection contre la Discrimination» et «Droits d'Expression et d'Information». De la même façon, un code de «Justice Transitionnelle et Construction de la Paix», et le «Droit de Vote» a été ajouté pour former une sous-catégorie de «Participation Civique et Politique». Ainsi, un code de population a été identifié pour «Défenseurs des Droits Humains». Dans ce rapport, une catégorie pour «D'Autres Formes de Violence» avait été ajoutée sous le nom de «Protection contre la violence» et «Droits du Travail» avait été remplacé par «Droits Économiques et du travail» de manière à mieux représenter l'éventail d'activités cernées.
11. Les subventions octroyées par un ensemble consistant de 649 fondations comprises dans l'ensemble de données du projet *Promotion des Droits Humains* de 2012 et de 2013 qui ont été incluses dans cette analyse. Leurs dons représentent 87% des subventions en matière de droits humains en dollars observées pour 2012 et 82% des subventions pour 2013.
12. Cette croissance moyenne correspond à l'augmentation de 23% des dollars octroyés entre 2012 et 2013 parmi l'ensemble de données des 649 bailleurs de fonds correspondante dont les subventions étaient incluses dans la recherche de 2012 et de 2013.
13. L'ensemble de données du SNPC (Système de Notification des Pays Créanciers) inclus le flux des ressources en provenance des 29 donateurs membres de l'APD (Aide Publique au Développement) de l'OCDE ainsi que d'un nombre restreint de pays ne faisant pas partie de l'APD et d'organisations multilatérales ayant choisi d'effectuer des rapports (pour ce qui est de 2013, cela comprend 34 organisations multilatérales et 18 donateurs non membres de l'APD) et qui inclus uniquement l'aide apportée aux pays confirmés par le Système de Notification des Pays Créanciers (SNPC). Si vous voulez avoir plus de renseignements concernant la liste des données des donateurs de l'SNPC de l'OCDE, vous pouvez consulter la page web System, visit www.oecd.org/dac/stats/dataportals.htm.

QU'EN PENSEZ-VOUS?

L'International Human Rights Funders Group (IHRFG) et la Foundation Center au même titre qu'Ariadne European Funders for Social Change and Human Rights ainsi que Prospera International Network of Women's Funds vous seraient reconnaissants pour vos commentaires au sujet de l'enquête et des outils créés par cette initiative.

Nous sommes engagés à étendre la compréhension des subventions en matière des droits humains mondiaux, et à produire des outils qui aident à appuyer la durabilité du thème des droits humains. Une de nos priorités est l'augmentation du cadre et de la gamme de données recueillies, pour assurer la captation de la façon la plus complète et exacte possible pour ce qui est du financement pour les droits.

Vos données, contributions et retours d'expérience sont indispensables pour cet effort qui consiste à soutenir la philanthropie des droits humains de manière plus stratégique, efficace, collaborative et transparente.

Pour présenter des données, partager des suggestions ou bien encore discuter de la manière d'appliquer cette étude pour appuyer votre travail, veuillez-vous adresser à Sarah Tansey à l'adresse électronique: stansey@ihrf.org.

Pour télécharger ce rapport ou accéder à des informations plus détaillées sur l'état du financement en matière de Droits humains mondiaux, vous pouvez visiter humanrightsfunding.org.

L'initiative **Promotion des Droits Humains: Outils et Connaissances pour les Bailleurs de Fonds** est financée par Ford Foundation, Oak Fondation, les Open Society Foundations ainsi que par John D. and Catherine T. MacArthur Foundation. Nous vous remercions pour votre soutien.



32 Old Slip, 24th Floor ♦ New York, NY 10005
(800) 424-9836 ♦ foundationcenter.org



International Human Rights Funders Group ♦ c/o Liquidnet
498 7th Avenue, 15th Floor ♦ New York, NY 10018
(646) 381-7580 ♦ www.ihrf.org